

Fiche d'examen au cas par cas pour la modification simplifiée n°2 du PLU de la commune déléguée de LA PERRIERE

**1. Intitulé du projet et état d'avancement**

Procédure concernée <i>(élaboration de PLU ou PLUi, révision de PLU ou PLUi, déclaration de projet impactant un PLU ou PLUi)</i>	Type de document	Territoire concerné
<b>Modification simplifiée n°2</b>	<b>Plan Local d'Urbanisme</b>	<b>Commune de COURCHEVEL (code INSEE : 73227) – Territoire de la commune déléguée de LA PERRIERE</b>

En cas d'élaboration ou de révision général de PLU ou PLUi	
Date de débat du PADD	/
Le cas échéant, date prévisionnelle de l'arrêt du projet	/

**2. Identification de la personne publique responsable**

<b>Personne publique responsable</b>	<b>Monsieur le Maire de COURCHEVEL</b>
<b>Courriel</b>	<b>Directeur SUAAF : <a href="mailto:pierre.perrier@mairie-courchevel.com">pierre.perrier@mairie-courchevel.com</a> Adjoint au directeur : <a href="mailto:bruno.barbe@mairie-courchevel.com">bruno.barbe@mairie-courchevel.com</a></b>

**3. Caractéristiques principales de la procédure**

3.1. Caractéristiques générales du territoire	
<b>Nom de la commune concernée</b>	<b>COURCHEVEL (Commune nouvelle depuis le 1<sup>er</sup>/01/2017 – Fusion de St Bon Tarentaise et de La Perrière)</b>
<b>Nombre d'habitants concernés (au dernier</b>	<b>Population municipale : 2.376 hab.</b>

recensement général de population)	(dont pour la commune déléguée de La Perrière : 460 habitants en 2014)
Le cas échéant : nombre d'habitants permanents et en période touristique	Sur la commune déléguée de La Perrière : 460 habitants permanents en 2014 Capacité lits touristiques : 4.000 lits (station de La Tania)
<b>Superficie du territoire</b>	Territoire de la commune nouvelle de Courchevel : 6.890 ha dont environ 1.000 ha pour La Perrière.

### 3.2. Quelles sont les objectifs de cette procédure ?

En application de l'article L. 151-41 du Code de l'Urbanisme, le P.L.U. applicable sur le territoire de la commune déléguée de La Perrière, approuvé le 30 mai 2006 puis modifié et révisé ultérieurement (cf. 3.7), a institué plusieurs emplacements réservés (E.R.) dont celui désigné sous le n°14 situé au Lieu-dit Sous-Champétel et destiné à permettre la réalisation d'un équipement public.

Par courrier en date du 08 octobre 2015 et conformément à l'article L. 152-2 du Code de l'Urbanisme, le propriétaire de la parcelle cadastrée section ZC n°77 concerné par l'emplacement réservé sus évoqué a mis en demeure la commune de La Perrière d'acquiescer son terrain. Aucune offre d'acquisition de la part de la collectivité n'ayant été depuis formulée, il s'avère nécessaire à présent de procéder à la suppression de cet E.R.

### 3.3. Quelles sont ses grandes orientations d'aménagement ?

*Sans objet.*

### 3.4. Quelles sont les grandes évolutions réglementaires envisagées pour cette procédure ?

*Annexes :*

- Pour une élaboration ou une révision générale de PLU : si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, joindre le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur et, le cas échéant, une première version du projet de zonage en cours d'élaboration ;

- Pour les révisions de PLU avec examen conjoint (article L. 123-13, II, du Code de l'urbanisme) et les déclarations de projet impactant un PLU : le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint .

Voir 3.2. : Suppression de l'emplacement réservé n°14 représentant une superficie totale approximative de 1.360 m<sup>2</sup> (parcelles concernées : section ZC n°299 (248 m<sup>2</sup>), 300 (441 m<sup>2</sup>), 77 (439 m<sup>2</sup>) et partiellement 303 (233 m<sup>2</sup>))

### 3.5. Le projet sera-t-il soumis à d'autre(s) type(s) de procédure(s) ou consultation(s) réglementaire(s)

*(exemples : avis de la Commission départementale de consommation des espaces agricoles, du Comité de massif, autorisation du SCoT au titre de l'article L. 122-2 du code de l'urbanisme...) ou fera-t-il l'objet d'une enquête publique conjointe avec une (ou plusieurs) autre(s) procédure(s) ? (ex : procédure d'AVAP, zonage d'assainissement...) ? Si oui, préciser*

Le projet sera notifié aux personnes publiques associées et consultées.

Le projet fera l'objet d'une mise à disposition du public pendant un mois avant approbation par le Conseil municipal.

<b>3.6. Contexte de la planification : le projet est-il concerné par...</b>	
- Les dispositions de la Loi Montagne	<b>OUI</b>  La modification envisagée est sans incidence sur les notions de discontinuités et ne situe pas à proximité des rives naturelles ou artificielles d'un plan d'eau.
- Les dispositions de la Loi Littoral (3 lacs concernés : Léman, Bourget, Annecy)	<b>NON</b>
- Une DTA ou DTADD ? si oui laquelle ?	<b>OUI</b>  <b>DTA des Alpes du Nord, non approuvée</b>
- un SCoT, un schéma de secteur ? Si oui, le(s)quel(s) ? ce(s) document(s) a-t'il (ont-ils) été élaboré(s) selon les dispositions de la loi « Grenelle 2 » ?	<b>OUI</b>  Le SCoT Tarentaise-Vanoise approuvé en décembre 2017
- un (ou plusieurs) SDAGE ou SAGE ? Si oui, le(s)quel(s) ?	<b>OUI</b>  La commune est concernée par : - <b>le SDAGE Rhône Méditerranée</b>

<b>3.7. Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme : le document en vigueur sur le territoire (ou au moins un des documents d'urbanisme en vigueur, pour un projet de PLUi) a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?</b>
Le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de la commune déléguée de La Perrière a été approuvé le 30 mai 2006 puis modifié successivement le 21 juin 2007, le 29 juin 2011, le 23 décembre 2015 ainsi que le 22 septembre 2016 et révisé le 19 septembre 2013 (révision simplifiée n°1) ayant nécessité une évaluation environnementale (commune loi Montagne et prévoyant une UTN soumise à autorisation).

#### **4. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure et caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine**


<b>4.1. Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain</b>	
Quels sont les objectifs du projet de PLU en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?  Quelle est l'évolution par rapport aux tendances passées ?	<b>Rappel important : aucune modification de l'emprise de la zone A et de la zone N et aucune ouverture à l'urbanisation d'une zone AU stricte. Les terrains concernés par l'emplacement réservé sont situés dans la zone UA qui englobe l'ensemble du hameau de Champétel (continuité du bâti).</b>  La suppression de cet unique emplacement réservé (sur les 21 autres maintenus sur l'ensemble du territoire de la commune déléguée de La Perrière) ne constitue pas une remise en cause de l'existence des équipements publics implantés sur ce secteur. En effet, l'accès à la parcelle cadastrée ZC n°299 (248 m²) support d'une installation du groupe Télédiffusion de France

	<p>(TDF) sera conservé en raison de la desserte depuis les terrains communaux cadastrés ZC n°343 (assiette foncière de l'école) et n°301.</p> <p>En lieu et place de l'équipement public initialement envisagé, la réalisation de futures constructions se fera en cohérence avec la structure urbaine existante du hameau dont l'identité n'est pas remise en cause (orientation 1 du PADD – Assurer la croissance démographique, la diversification et l'équilibre social de l'habitat)</p>
--	---

<p>Sur quelles perspectives de développement (démographique, économique, touristique ou d'équipements publics ou autre, selon la vocation de l'urbanisation envisagée) du territoire s'appuient ces objectifs en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?</p>	<p>Sans objet.</p>
<p><b>Le projet a-t-il pour conséquence d'ouvrir à l'urbanisation certaines parties du territoire : oui / non ? Si oui : NON (E.R. situé en zone UA couvrant l'ensemble du village de Champétel)</b></p>	
<p>Quelle est approximativement la superficie consommée ?</p>	
<p>Quelles possibilités d'optimisation du potentiel constructible à l'intérieur du tissu urbain existant (densification, dents creuses, opérations de démolition/reconstruction, friches, bâtiments non investis, logements ou locaux vacants, lits froids pour le tourisme de montagne...) ont été préalablement examinées ?</p>	
<p>Expliquez dans les grandes lignes, en fonction des zones concernées, les impacts de cette ouverture à l'urbanisation (sur les espaces agricoles, naturels ou forestiers, en termes de déplacements...).</p>	

4.2. Milieux naturels et biodiversité			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) ou plusieurs :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ?  Quels sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Zone Natura 2000 ?		X	Aucun site Natura 2000 n'est présent sur le territoire de la commune déléguée de La Perrière.
Zone importante pour la conservation des oiseaux (ZICO) ?		X	
Parc national, parc naturel marin, réserve naturelle (régionale ou nationale) ou parc naturel régional ?		X	La commune déléguée de La Perrière ne fait pas partie de la zone d'adhésion du Parc National de la Vanoise. Aucune réserve naturelle n'est présente sur son territoire.  Aucun site inscrit ou classé n'y est répertorié. Le site classé du Bois de Cythère est quant à lui situé sur la commune voisine de Brides-les-Bains, au niveau de la limite entre les territoires.
Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) type 1 ?	X		Sur le territoire de la commune déléguée de La Perrière, une seule ZNIEFF de type I est présente, il s'agit de la ZNIEFF n°73000061 du Bois de Fontany et du Dos des Branches. Cette ZNIEFF couvre des habitats boisés (pessière à myrtilles) des landes à rhododendrons, des éboulis et une tourbière acide. Ces habitats abritent plusieurs espèces d'intérêt patrimonial comme la Clématite des Alpes, la Gêlinotte des bois, le Tétraste lyre, le Sizerin flammé...
Arrêté préfectoral de protection de biotope ?		X	Pas d'arrêté préfectoral de protection biotope.
Continuité écologique connue (réseau écologique Rhône-Alpes...) ? Continuité repérée par la commune ou l'intercommunalité, par un document de rang supérieur (ScoT, DTA ...) ou par un schéma régional de cohérence écologique (SRCE) approuvé ?	X		Un corridor d'importance régionale est identifié sur le territoire de la commune déléguée de La Perrière, ce dernier reliant deux réservoirs de biodiversité entre la forêt du Praz et le Mont Jovet (versant d'en face, sur l'autre rive du Bozon de Bozel. Ce fuseau traverse le Doron de Bozel entre le village de la Perrière et le hameau le Grand Carrey. Il se scinde ensuite en deux parties, contournant la station de la Tania par l'Est et par l'Ouest.  Aucun axe de migration d'importance régionale de l'avifaune ne traverse La Perrière dont le territoire est intégré à l'arc alpin qui constitue un axe de déplacement pour la faune alpine.
Zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?  Repérée par un document de rang supérieur (ScoT, DTA ...)	X		L'inventaire des zones humides du département établi par le Conservatoire des Espaces Naturels de Savoie recense 3 zones humides dont les surfaces varient de 0.56 ha à 1.55 ha.

ou par un autre document (contrat de rivière, inventaire du Conseil Général...) ? Ou identifiée au titre de la convention de RAMSAR ?			Les zones humides sont situées en altitude à plus de 1700 m. La plupart sont des marais, des zones détrempées ou des zones de suintements colonisés par des cypéracées et alimentés par des torrents ou ruisselets.
---	--	--	---

4.3. Paysages, patrimoine naturel et bâti			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) ou plusieurs :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ?  Quels sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Eléments majeurs du patrimoine bâti (monuments historiques et leurs périmètres de protection, éléments inscrits au patrimoine de l'UNESCO, sites archéologiques ?		X	
Site classé ou projet de site classé ?		X	
Site inscrit ?		X	
Zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) ou Aire de mise en valeur du patrimoine (AVAP) ?		X	
Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) ?		X	
Directive de protection et de mise en valeur des paysages ?		X	
Perspectives paysagères identifiées comme à préserver par un document de rang supérieur (Scot, DTA...) ?	X		<p>Le SCoT identifie des micro-espaces paysagers autour de villages comme celui des Chavonnes, Vignotan et La Perrière (ancien Chef-lieu).</p> <p>L'un d'entre eux est situé à proximité immédiate de l'ER</p>  <p>à supprimer :</p>

4.4. Ressource en eau			
<b>Captages</b> : le document est-il concerné par un(e) ou plusieurs :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quels sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Périmètre de protection (immédiat, rapprochée, éloignée) d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine ?	x		Il s'agit essentiellement de captages exploités de manière gravitaire et donc situés sur la partie haute du territoire. <b>Aucun des éléments de la présente procédure n'a d'incidence sur ces périmètres.</b>
Des 500 captages prioritaires Grenelle 2 ?		x	
De captages repérés par un SDAGE ?		x	
<b>Usages :</b>			
Les ressources en eau sont-elles suffisantes sur le territoire pour assurer les besoins futurs ? Pour l'alimentation en eau potable et pour les autres usages ?	-	-	Les ressources en eau disponibles couvrent les besoins actuels pour l'alimentation en eau potable des villages situés en partie basse du territoire.
Y a-t-il risques de conflits entre ces différents usages ?		x	
Le projet est-il concerné par une zone de répartition des eaux (ZRE) ?		x	
Le système d'assainissement a-t-il une capacité suffisante pour les besoins présents et futurs du territoire et des autres territoires qui y sont raccordés ? Quel est l'impact des rejets dans les milieux ?	x		Sur la base du Schéma directeur d'assainissement (adopté en 1998), la commune déléguée de La Perrière a mis progressivement en œuvre un programme de collecte des eaux usées traitées par la station d'épuration gérée par le Syndicat Intercommunal du Bassin des Dorons. Depuis 2005, le village de Champétel est raccordé au réseau.

4.5. Sols et sous-sol, déchets			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) ou plusieurs :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quels sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Sites et sols pollués ou potentiellement pollués (base	x		Décharge du Carrey (territoire de la commune déléguée de Saint-Bon Tarentaise)

de données BASOL) ?			<b>Aucun des éléments de la présente procédure n'est situé à proximité de ce site.</b>
Anciens sites industriels et activités de service (base de données BASIAS) ?		x	Sur le territoire de la commune déléguée de La Perrière, les bases de données disponibles ne recensent aucun ancien site industriel.
Carrières et/ou projets de création ou d'extension de carrières ?	x		Une gravière existante, installée sur le Doron de Bozel (territoire de la commune déléguée de Saint-Bon-Tarentaise), exploite les granulats extraits du lit du torrent.
Projet d'établissement de traitement des déchets sur le territoire ?		x	

<b>4.6. Risques et nuisances</b>			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) ou plusieurs :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ?  Quels sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Risques ou aléas naturels (inondations, mouvements de terrain, avalanches, feux de forêt), industriels, technologiques, miniers connus ?	x		<b>Les terrains concernés sont situés en zone de risque de glissement de terrain MOYEN (identifié au Plan d'Indexation en Z) pour laquelle il est prescrit en cas de projet de construction la réalisation d'une étude géotechnique et hydrogéologique de niveau G12 au moins selon la norme NF P 94 500 (définition des mesures à mettre en œuvre pour garantir la stabilité et la pérennité du bâti vis-à-vis des risques de déformations du sol)</b>
Plans de prévention des risques (naturels, technologiques, miniers) approuvés ou en cours d'élaboration ?	x		Par arrêté en date du 13 février 2015, M. le Préfet de la Savoie a prescrit un Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles sur le territoire de la commune déléguée de La Perrière.
Nuisances connues (sonores, lumineuses, vibratoires, olfactives) ou projets susceptibles d'entraîner de telles nuisances ?		x	
Plan d'exposition au bruit, plan de gêne sonore ou arrêtés préfectoraux relatifs au bruit des infrastructures ?	X		L'arrêté préfectoral n° 2016-2022 du 28 décembre 2016 portant recensement et classement sonore des infrastructures de transports terrestres détermine les secteurs affectés par le bruit sur la commune, pour lesquels des prescriptions acoustiques sont définies et devront être prises en compte par le PLU :  La commune déléguée de La Perrière est concernée par



		une seule infrastructure de transports classée, la RD 915. <b>Bien que très partiellement situé en bordure de la bande affectée par le bruit routier de 100 m de part et d'autre de la route départementale susmentionnée, la suppression de l'emplacement réservé n°14 n'induit aucune incompatibilité avec les dispositions édictées par l'arrêté préfectoral de classement sonore des infrastructures de transports terrestres.</b>
--	--	---

4.7. Air, énergie, climat			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) ou plusieurs :		NON	Si oui, lequel(les) ?  Quels sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Enjeux spécifiques relevés par le schéma régional de l'air et de l'énergie (SRCAE)		X	
Projet éolien ou de parc photovoltaïque ?		X	

## 5. Eléments complémentaires

*que la commune ou l'intercommunalité souhaite communiquer (facultatif)*

## 6. Annexes (rappel)

Élaboration ou révision « générale » (article L. 123-13, I, CU) de PLU ou PLUi	Projet de PADD débattu par le Conseil Municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale	
	Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur	
	Le cas échéant, une première version du projet de règlement graphique en cours d'élaboration	
Pour les révisions de PLU avec examen conjoint (article L. 123-13, II, CU) et les déclarations de projet impactant un PLU :	Le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint	
Pour tous	Délibération prescrivant la procédure	X

Autres :  
 - Plan de zone avant et après suppression de l'emplacement réservé.  
 - Liste des emplacements réservés avant et après modification.